

**Assemblée générale**

Cinquante-cinquième session

Documents officiels

Distr. générale

17 mai 2001

Français

Original: anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 60^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 9 mai 2001, à 10 heures

Président : M. Rosenthal (Guatemala)
*Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires :* M. Mselle

Sommaire

Point 116 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif
et financier de l'Organisation des Nations Unies (*suite*)

Point 117 de l'ordre du jour : Budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001
(*suite*)

*Examen de la gestion et de l'administration du Greffe de la Cour internationale
de Justice*

Questions diverses

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un
membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de
la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau
DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour
chaque commission.

01-36566 (F)

*** 01 36566 ***

La séance est ouverte à 10 h 20.

Point 116 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (suite)

Point 117 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001 (suite)

Examen de la gestion et de l'administration au Greffe de la Cour internationale de Justice (A/55/834 et A/55/834/Add.1)

1. **M. Bouayad-Agha** (Corps commun d'inspection), présentant le rapport du Corps commun d'inspection (CCI) sur l'examen de la gestion et de l'administration du Greffe de la Cour internationale de Justice (A/55/834), signale que dans l'assez long intervalle qui s'est écoulé entre l'examen réalisé en 1999 et la présentation du rapport à la Cinquième Commission, un grand nombre des déficiences mises en évidence par le CCI ont été corrigées. La Commission doit néanmoins prendre note de la situation qui prévalait au Greffe de la Cour internationale de Justice en 1999, car elle témoigne des possibilités internes d'action correctrice et peut fournir des enseignements précieux pour l'administration d'autres organes des Nations Unies. L'examen n'a porté que sur des questions administratives, et non sur la compétence ou les méthodes de travail des juges de la Cour.

2. De manière générale, le CCI a constaté que l'administration du Greffe était peu satisfaisante, voire anarchique, et avait souffert d'un budget insuffisant compte tenu de la progression de la charge de travail ainsi que de l'existence d'un malaise, largement reconnu par les juges et les fonctionnaires du Greffe. Par exemple, les pratiques de recrutement et de promotion manquaient de transparence et de cohérence, notamment en raison de l'absence de procédures types semblables à celles appliquées dans le système des Nations Unies, de vacances de poste anormalement longues et de cas de favoritisme. La Cour n'avait pas de système d'évaluation du comportement professionnel et n'avait jamais envisagé d'en appliquer avant que le CCI ne soulève la question.

3. Le CCI a été surpris de constater le mauvaises état des installations d'archivage, qui avaient pour conséquence d'exposer des documents historiques précieux à la dégradation et à l'insécurité, tout en créant des conditions de travail insalubres. Heureusement,

l'Assemblée générale, à sa cinquante-quatrième session, avait approuvé une augmentation des ressources au titre du mobilier et du matériel de la Cour, qui avaient été utilisées pour remplacer des armoires de stockage et installer des systèmes de régulation de la température et de l'hydrométrie. Une autre lacune grave tenait au non respect, depuis 1987, de l'obligation du Greffier, aux termes du paragraphe 1b de l'article 26 du Règlement de la Cour, de tenir constamment à jour le rôle général. Cette obligation, jusque là négligée, n'a été remplie qu'en 1996, à la suite d'une demande expresse de la Cour. Les relations entre le Greffier, d'une part, et le Greffier adjoint et certains chefs de département, de l'autre, se sont sensiblement améliorées depuis le départ anticipé du Greffier précédent et des mesures prises par les juges pour réorganiser les services du Greffe. Malgré la situation difficile à laquelle il a été confronté, le personnel du Greffe a exécuté avec un grand dévouement les tâches qui lui sont confiées.

4. Alors que la Cour avait l'intention de proposer l'établissement de 15 postes d'assistants de recherche, le CCI dans sa recommandation 1, a proposé l'établissement de seulement trois postes de ce type pour plusieurs raisons : c'est là le chiffre qui a été le plus souvent mentionné dans ses entretiens avec les différents juges; il souhaite déterminer si cette assistance est nécessaire et dans quelle mesure; et le recrutement de 15 assistants de recherche en même temps créerait des difficultés de gestion pour le Département des affaires juridiques. La recommandation 2, qui concerne le suivi des décisions prises aux fins de rationalisation, a déjà été intégralement appliquée.

5. Les paragraphes 42 à 45 du rapport du CCI expliquent le bien-fondé de la recommandation 3, qui propose de ramener à trois ans la durée du mandat du Greffier. Le CCI estime que le mandat du Greffier doit être le même que celui du Président de la Cour et que le Règlement de la Cour doit prévoir un système d'évaluation du comportement professionnel du Greffier. Le CCI a pris note du commentaire de la Cour, qui a estimé que si cette proposition présentait certains avantages, elle ne pouvait y souscrire. Le CCI constate avec satisfaction que la Cour a déjà donné suite à sa recommandation 4, dans laquelle il a suggéré que le Greffier adjoint soit nommé en concertation avec le Greffier.

6. La recommandation 5 a déjà été mise en œuvre comme suite à la résolution 55/239 de l'Assemblée

générale, qui a approuvé l'établissement de 12 postes supplémentaires au Département des affaires linguistiques. La recommandation 6 vise à faire face au malaise auquel il a été fait référence précédemment; la situation a commencé de changer après les réunions des inspecteurs avec le personnel et le Comité pour les questions administratives et budgétaires, et le nouveau Président de la Cour et le nouveau Greffier n'ont pas ménagé leurs efforts pour remédier au problème. La recommandation est fondée sur l'analyse faite par les inspecteurs de certaines pratiques administratives et financières du Greffe. La Cour a indiqué que les points a), b) et e) de la recommandation ont déjà été mis en œuvre et que, pour ce qui est du point f), elle examinerait les mesures qui doivent être prises pour améliorer l'information dont dispose le personnel concernant les recours disponibles en cas de harcèlement. Cependant, le CCI n'a pas recommandé que la Cour améliore l'information mais qu'elle publie des instructions administratives interdisant toute forme de harcèlement, comme cela a été fait dans plusieurs organismes des Nations Unies. Le CCI regrette que la Cour n'ait pas convenu de la mise en place d'un système d'évaluation du comportement professionnel, compte tenu en particulier du fait que le Secrétaire général avait approuvé cette suggestion, ainsi que celles contenues dans les points d), e), g) et h).

7. La Cour a souscrit à la recommandation 7 sur la nomination d'un fonctionnaire principal d'administration/administrateur du personnel, notant que cette mesure faciliterait la mise en œuvre de certaines des autres recommandations. La recommandation 8 concerne la coopération et la coordination entre le Greffe et ses homologues de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Si les possibilités de services communs entre ces organismes sont très limitées, la coopération entre les organismes situés à La Haye pourrait faciliter la résolution de problèmes administratifs dans des domaines comme la sous-traitance, les services médicaux, la sécurité, les assurances et les relations avec le pays hôte. La Cour semble partager cette opinion.

8. **M. Sach** (Directeur, Division de la planification du programme et du budget) présente les commentaires du Secrétaire général sur le rapport du CCI, contenu dans le document A/55/834/Add.1, annexe II. Ces commentaires ne concernent que les questions purement budgétaires et portent sur les recommandations 1,

5 et 7 du rapport du CCI. Depuis la publication de ce rapport, les crédits pour le nouveau poste visé dans la recommandation 7 ont été ouverts dans le projet de budget-programme pour 2002-2003. La recommandation 5 a été rendue caduque par les événements, car les postes supplémentaires de linguistes auxquels elle fait référence ont déjà été approuvés. En ce qui concerne la recommandation 1, aucune crédit n'a encore été ouvert dans le projet de budget-programme 2002-2003 car, du fait des divergences d'opinions entre le CCI et la Cour à cet égard, le Secrétaire général n'a pas souhaité préjuger des discussions qui se tiendront entre les États Membres sur cette question, préférant attendre l'avis de l'Assemblée générale.

9. **M. Couvreur** (Greffier, Cour internationale de Justice) appelle l'attention de la Commission sur les commentaires de la Cour concernant le rapport du CCI, qui figurent à l'annexe I du document A/55/834/Add.1, ajoutant qu'il est prêt à fournir à la Commission toutes les autres informations qu'elle pourrait souhaiter.

10. **M. Laval-Valdés** (Guatemala) note que le Greffe de la Cour internationale de Justice, qui est à peine mentionné dans le Statut de la Cour et qui n'est généralement pas considéré comme contribuant directement aux objectifs des Nations Unies, joue néanmoins un rôle vital en fournissant à la Cour l'appui qui lui permet de s'acquitter efficacement de ses fonctions. Le Greffe doit agir en complète indépendance du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. La difficulté et le caractère sensible d'un grand nombre de ses tâches exige un large éventail de compétences et de talents de la part de son personnel. Nombre de ses fonctions administratives sont loin d'être de la routine et le Greffe doit aussi s'acquitter de tâches fondamentales qui exigent des connaissances et une expérience solides pas simplement dans le domaine linguistique, mais aussi dans des domaines de plus en plus complexes de l'information et de droit international. Une grande partie, voire la totalité, de l'augmentation spectaculaire de la charge de travail de la Cour ces dernières années a été absorbée sans création de postes supplémentaires au Greffe.

11. La délégation guatémaltèque est donc surprise et préoccupée de noter les commentaires négatifs relatifs au fonctionnement du Greffe qui figurent dans les paragraphes 38, 39, 47, 49, 50 et 84(d) du rapport du CCI. Inversement, elle se félicite des commentaires favorables, figurant au paragraphe 52, concernant le Département des affaires juridiques qui, au moment de

l'inspection, était dirigé par le Greffier actuel de la Cour. Néanmoins, la délégation guatémaltèque reste préoccupée par le malaise mentionné aux paragraphes 38 et 39, auquel même le Département des affaires juridiques n'a pu échapper. Heureusement, des mesures ont déjà été prises pour remédier à certaines des déficiences identifiées par le CCI.

12. Pour ce qui est des recommandations du CCI visant l'amélioration de l'efficacité du Greffe, il semble souhaitable, pour des raisons évidentes, que l'on mette des assistants de recherche à la disposition des juges. De même, il conviendrait d'établir un poste pour assister le Greffier dans la gestion du personnel. La délégation guatémaltèque note avec satisfaction que ce poste est prévu dans le projet de budget-programme pour 2002-2003.

13. **M. Repasch** (États-Unis d'Amérique) se déclare satisfait du fait que la Cour a déjà mis en œuvre certaines recommandations du CCI. La délégation des États-Unis est toutefois très déçue de constater l'impuissance des principaux responsables à prendre directement des mesures pour résoudre les difficultés de gestion et est préoccupée par la réticence de la Cour à introduire un système d'évaluation du comportement professionnel; elle souhaiterait de plus amples éclaircissements. En outre, la Cour devrait fournir un rapport d'étape sur la mise en œuvre des recommandations du CCI, en particulier celles qui concernent l'amélioration de son fonctionnement administratif. M. Repasch voudrait savoir s'il existe un mécanisme de contrôle, comme le Bureau des services de contrôle interne, pour suivre, sur une base régulière, les fonctions de gestion de la Cour. Il est en effet troublant d'apprendre que ces problèmes de gestion duraient déjà depuis plusieurs années lorsqu'ils ont été décelés.

14. Enfin, les progrès réalisés par la Cour internationale de Justice dans la mise en œuvre de ces recommandations doivent être pris en considération lorsque son budget sera examiné plus tard dans l'année.

15. **M. Rajeh** (Arabie saoudite) fait savoir que sa délégation souscrit à toutes les recommandations figurant dans le rapport. Il souhaiterait savoir, toutefois, si le mandat du Greffier adjoint est lié à celui du Greffier, si ces deux postes ont la même durée et si leur échéance coïncide. Si un Greffier quitte son poste, le Greffier adjoint est-il aussi obligé de s'en aller?

16. **M. Nakkari** (République arabe syrienne) considère que pour que la Cour puisse s'acquitter avec com-

pétence de son mandat, tous ses besoins doivent être satisfaits. La délégation syrienne souscrit pleinement aux recommandations 1, 5 et 7 et espère que les crédits nécessaires seront ouverts dans le projet de budget-programme. Normalement, les recommandations du CCI apparaissent en gras dans les documents, suivies des commentaires du Secrétaire général : la délégation syrienne souhaiterait que l'on s'en tienne à cette présentation à l'avenir.

17. **M. Nesser** (Suède), parlant au nom de l'Union européenne, fait savoir que l'Union européenne suivra étroitement ces questions et y reviendra durant les discussions informelles.

18. **M. Yussuf** (République-Unie de Tanzanie) indique que sa délégation a été étonnée d'apprendre qu'il y avait autant de problèmes au sein de la Cour internationale de Justice (CIJ). Le Greffier est un maillon indispensable de l'administration de tout tribunal. Étant donné que le Secrétaire général a nommé les Greffiers du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda, M. Yussuf souhaiterait savoir pourquoi il n'a pas nommé également le Greffier de la Cour internationale de Justice. Cela paraît d'autant plus nécessaire que le Greffier doit être un fonctionnaire international réputé pour son intégrité. La délégation de la République-Unie de Tanzanie soutiendra les recommandations du CCI, mais estime utile d'étudier la question dans le cadre de la structure administrative générale de l'Organisation des Nations Unies.

19. **M. Fox** (Australie) indique que sa délégation, également, a été surprise par les commentaires de la CIJ concernant l'établissement d'un système du comportement professionnel; à son avis, toutes les organisations devraient avoir un tel système, quelle que soit leur taille. Étant donné que la CIJ a demandé 15 postes d'assistants de recherche et que le CCI propose seulement trois postes, M. Fox souhaiterait savoir si des dispositions ont été prises pour la nomination de nouveaux assistants et si ces nominations exigeront une décision de l'Assemblée à sa prochaine session. M. Fox voudrait aussi connaître les vues de la CIJ concernant les 15 assistants juridiques dont elle estime avoir besoin.

20. **M. Chandra** (Inde) indique que sa délégation constate avec satisfaction que certaines faiblesses identifiées par le CCI ont été rectifiées depuis la publication du rapport. La délégation indienne souscrit plei-

nement à la recommandation 1, note que les recommandations 2 et 5 ont été intégralement mises en œuvre et suggère que les recommandations 3 et 4 soient traitées en détail durant les consultations. Pour ce qui est de la recommandation 6, M. Chandra espère que le malaise régnant au Greffe fera l'objet d'un échange de vues ouvert et franc. Certains points sont insuffisamment précis. D'une part, les inspecteurs sont satisfaits de la mise en œuvre des paragraphes a), b) et e) de la recommandation 6, et, de l'autre, ils ne peuvent souscrire à la réticence de la Cour, qui ne souhaite pas appliquer de système d'évaluation du comportement professionnel visé au paragraphe c). La délégation indienne apprécie que le CCI n'ait pas perdu de vue la sensibilité des questions examinées et souscrit, de manière générale, aux recommandations 7) et 8), attendant avec impatience de pouvoir les examiner dans le cadre des consultations.

21. Enfin, on peut se poser la question de savoir si le malaise en matière de gestion n'est pas directement imputable aux contraintes budgétaires et à l'augmentation de la charge de travail.

22. **M. Bouayad-Agha** (Corps commun d'inspection) appelle l'attention de la délégation des États-Unis sur le paragraphe 2 de l'introduction du rapport du CCI (A/55/834), où il est précisé que la CIJ peut faire l'objet d'un audit du Bureau des services de contrôle interne (BSCI). En fait, le CCI a commencé son examen de la CIJ en consultation avec ce Bureau en 1999. Les deux organes travaillent en partie de concert; le BSCI évalue actuellement le travail de l'ancien Greffier et soumettra sous peu un rapport sur ce point à l'Assemblée générale.

23. Répondant aux questions soulevées par le représentant de la République-Unie de Tanzanie, M. Bouayad-Agha signale que bien que la Cour jouisse d'une autonomie judiciaire, elle dépend de l'Assemblée générale, à qui elle doit rendre des comptes; cette dernière finance ses coûts et décide de son Statut. Le Secrétaire général n'a pas le pouvoir de nommer le Greffier.

24. **M. Couvreur** (Greffier, Cour internationale de Justice), répondant aux questions, précise que la Cour jouit d'une autonomie judiciaire et qu'elle a son propre système pour nommer et gérer le personnel. En vertu de son Statut, elle nomme son propre greffier; la nomination de celui-ci par le Secrétaire général ne serait pas possible. Le Tribunal pénal international pour l'ex-

Yugoslavie et le Tribunal pénal international pour le Rwanda sont des organes rattachés au Conseil de sécurité, de sorte que leur cas est entièrement différent.

25. La Cour a donné suite à toutes les recommandations du CCI; sa position concernant un système d'évaluation du comportement professionnel est exposée dans l'annexe I du document A/55/834/Add.1, au paragraphe 27. A son avis, un système de ce type pourrait aller à l'encontre du but recherché, compte tenu des objections auxquelles il pourrait donner lieu, mais elle est prête à reconsidérer la question si les effectifs sont accrus. En outre, tous les agents savent ce que tous les autres font et avec quel niveau de qualification ou de compétence. Le nombre d'heures supplémentaires effectuées est toujours énorme. La Cour n'a pas été en mesure de mettre en œuvre un système d'équipes et le personnel qui travaille tard dans la nuit durant les urgences est le même que celui qui revient au travail tôt le matin suivant. Le paiement des heures supplémentaires est la seule compensation possible, car les agents ne peuvent utiliser des congés compensatoires en raison de la lourde charge de travail.

26. Le Greffier comme le Greffier adjoint sont élus pour un mandat de sept ans. La Cour a préféré le mandat de sept ans en raison de la difficulté à trouver des candidats qui sont à la fois des spécialistes du droit et qualifiés pour mener à bien les tâches variées et délicates requises par leur emploi. La durée du mandat est la même que pour les autres juridictions internationales; dans certains cas, elle est plus longue. Le mandat d'un greffier est généralement identique ou similaire à celui d'un juge. Les mandats du Greffier et du Greffier adjoint sont indépendants.

27. En réponse au représentant de l'Australie, M. Couvreur indique que le nombre d'affaires dont est saisie la Cour a doublé ces dernières années et que ces affaires font l'objet d'une documentation volumineuse. La traduction pour la Cour représente 11 millions de mots par exercice biennal; en outre, un grand nombre des juges ont une langue maternelle autre que le français ou l'anglais et ont besoin d'une aide linguistique pour la rédaction de leurs notes et décisions. Il est donc important que chaque juge ait un assistant juridique fiable pouvant servir d'assistant de recherche.

28. **M. Sach** (Directeur de la Division de la planification du programme et du budget), répondant aux questions concernant les financements nécessaires à la mise en œuvre des recommandations 5 et 7, appelle

l'attention sur la déclaration liminaire qu'il a prononcée précédemment. En ce qui concerne la recommandation 1, étant donné que la Cour demande 15 assistants juridiques supplémentaires au lieu des trois recommandés par le CCI, la Division du budget a demandé son avis à l'Assemblée générale. C'est à la Commission qu'il appartient de prendre une décision sur la question; cependant, elle doit le faire avant l'adoption du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003.

29. Il a été suggéré que le « malaise » qui nuit à l'atmosphère de travail au Greffe pourrait être dû à une inadéquation des ressources. Malgré les contraintes budgétaires auxquelles l'Organisation doit faire face depuis quelques années, un soin tout particulier a été pris pour répondre aux besoins de la Cour dans toute la mesure du possible. Celle-ci n'a pas fait l'objet de réductions générales d'effectifs durant l'exercice biennal 1998-1999; en fait, les projets de budget-programme ont prévu des augmentations de, respectivement, 7,6 % et 3,1 % pour 1998-1999 et 2000-2001. Ainsi, 63 postes ont été approuvés en décembre 1999; douze autres ont été ajoutés en décembre 2000 et 16 autres ont été inclus dans le projet de budget-programme pour 2002-2003; si ces derniers postes sont approuvés, la Cour comptera au total 91 fonctionnaires, sans tenir compte des propositions d'embauche d'assistants juridiques supplémentaires.

30. **M. Yussuf** (République-Unie de Tanzanie) n'est pas satisfait des explications fournies par les représentants du CCI et de la Cour. Si la Cour était totalement indépendante dans ses fonctions, la Commission ne procéderait pas à la discussion actuelle. Bien évidemment, il ne doit pas y avoir d'ingérence dans le travail et les décisions des juges; cependant, il est important pour ceux-ci de pouvoir s'appuyer sur un personnel aussi efficace et efficient que possible. Tous les postes au niveau du Greffier et au dessous sont pourvus par du personnel d'appui qui est assujéti aux règles et procédures de l'ONU. Si la Cour est habilitée à établir ses propres procédures administratives, l'Assemblée générale doit exiger de modifier son Statut. M. Yussuf prévoit de revenir sur cette question avec force durant les consultations.

31. **M. Repasch** (États-Unis d'Amérique), notant que la Cour a maintenu dans ses commentaires sur le rapport que la mise en place d'un système d'évaluation du comportement professionnel n'était pas justifiée compte tenu de la petite taille du Greffe, demande

quelle augmentation des effectifs serait nécessaire pour qu'un tel système soit jugé approprié.

32. **M. Nakkari** (République arabe syrienne) demande quand les 16 postes supplémentaires mentionnés par le Directeur de la Division de la planification des programmes et du budget ont été recommandés pour inclusion dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003.

33. La délégation de la République arabe syrienne souscrit à la recommandation 7, mais demande des informations supplémentaires sur la recommandation 5. M. Nakkari souhaite aussi savoir comment la recommandation 1, si elle est adoptée, serait appliquée et, de manière plus générale, comment les mesures ayant des incidences sur le budget-programme seraient financées si elles sont adoptées après que le Secrétariat a soumis le projet de budget au Comité consultatif.

34. **M. Fox** (Australie) voudrait savoir comment, en l'absence d'un système d'évaluation du comportement professionnel, le Greffe procède en cas de performances médiocres.

35. **M. Sach** (Directeur, Division de la planification du programme et du budget) indique que les 16 postes supplémentaires qu'il a mentionnés ont été approuvés en décembre 2000 sur la base des prévisions révisées du Secrétaire général.

36. La recommandation 1, si elle est adoptée, pourrait être mise en œuvre selon la procédure usuelle d'examen des incidences sur le budget-programme; autrement, la Commission pourrait décider de prendre la recommandation en compte dans l'examen du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003, lors de la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale.

37. Les modalités de nomination du Greffier ne peuvent pas donner lieu à interprétation; l'article 92 du chapitre XIV de la Charte déclare expressément que la Cour fonctionne conformément à son Statut, dont l'article 21 (2) stipule que la Cour nomme son Greffier et peut pourvoir à la nomination de tels autres fonctionnaires qui seraient nécessaires.

38. **M. Couvreur** (Greffier, Cour internationale de Justice), répondant au représentant des États-Unis, considère qu'il ne peut parler au nom de la Cour concernant la taille des effectifs à partir de laquelle l'introduction d'un système d'évaluation du comportement professionnel serait souhaitable.

39. Il assure le représentant de la Tanzanie que le Greffier n'est pas au dessus des lois. La Cour a un Statut spécial qui fait partie intégrante de la Charte; ainsi, si ses agents sont des fonctionnaires de l'ONU, ils ne sont pas sous l'autorité du Secrétaire général. Cette situation ne peut être modifiée sans changer la Charte.

40. Répondant au représentant de l'Australie, M. Couvreur indique que, comme dans tout autre lieu de travail, une notification écrite du caractère inacceptable des performances est adressée à l'employé concerné; si le problème persiste, la note est placée dans le dossier de l'agent. Une inadéquation persistante peut conduire au non renouvellement du contrat.

41. **M. Bouayad-Agha** (Corps commun d'inspection) déclare que si la Cour est de petite taille, elle a de nombreuses responsabilités importantes. Depuis des années, le CCI essaie de convaincre les juges que, s'ils sont indépendants dans leur travail, ils vivent dans une tour d'ivoire et n'ont pas d'expérience dans le domaine de l'administration. En approuvant la proposition du CCI de créer un poste de fonctionnaire principal d'administration/ administrateur du personnel pour aider le Greffier dans ses tâches d'administration du personnel, la Cour a reconnu la complexité des responsabilités de ce dernier; en outre, les graves problèmes rencontrés par un ancien Greffier ont même conduit à envisager sa destitution. Après consultation de l'ensemble des juges, le CCI a conclu qu'un mandat renouvelable de trois ans permettrait de remédier aux problèmes qui pourraient se poser à l'avenir et que le Greffier, qui est responsable d'aider les juges dans leur travail, ne doit pas avoir à prendre des décisions finales sur des questions de personnel. M. Bouayad-Agha n'est pas d'accord avec la Cour lorsqu'elle estime qu'il serait difficile de recruter des candidats pour un poste d'une durée de trois ans.

42. Enfin, l'Assemblée générale a pour tâche d'approuver le budget de la Cour et a le droit d'exiger un contrôle, notamment par le biais de la mise en place d'un système d'évaluation du comportement professionnel. Le Greffier actuel, à qui on a refusé longtemps une promotion, peut attester des injustices du mécanisme actuel. La faute n'en incombe pas aux juges, qui ont d'autres responsabilités, mais les procédures administratives de la Cour doivent être alignées sur celles du reste du système des Nations Unies.

43. **M. Fujii** (Japon) partage les préoccupations exprimées par les représentants de l'Australie et des

États-Unis d'Amérique, notamment en ce qui concerne la nécessité d'un système d'évaluation du comportement professionnel. Tout organe qui reçoit des financements du budget de l'Organisation doit être prêt à donner à l'Assemblée générale une explication convaincante de son comportement.

44. **M. Chandra** (Inde) dit qu'à condition que la Cour garde son autonomie judiciaire et son pouvoir de nommer ses propres fonctionnaires, il n'a pas d'objection à l'établissement d'un mandat renouvelable plus court pour le poste de Greffier.

45. **M. Bouayad-Agha** (Corps commun d'inspection) se réserve la possibilité de faire d'autres commentaires dans le cadre des consultations informelles de la Commission.

Questions diverses

46. **Mme Álvarez Nuñez** (Cuba) indique que représentant de Cuba normalement affecté à la Cinquième Commission n'a pas encore reçu de visa d'entrée et ne peut donc participer aux délibérations actuelles de la Commission. Le pays hôte impose des délais discriminatoires pour l'examen des visas des ressortissants de certains pays. Dans le cas de Cuba, la longue période d'attente de vingt et un jours pour l'émission d'un visa limite la participation des représentants cubains aux organes des Nations Unies. La Mission permanente de Cuba espère que la situation sera résolue promptement par les autorités du pays d'accueil et regrette d'avoir à informer la Commission que la délégation cubaine ne sera pas en mesure d'accepter tout accord conclu ou toute décision prise tant que ses représentants spécialisés n'auront pu participer aux discussions de la Commission.

La séance est levée à midi.